

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 20 AOUT, 1789.

[No. 18.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 6 Juin.

Il y a six semaines, que le ministère avoit décidé d'envoyer une escadre à la Mer-Baltique, lorsque l'Ambassadeur de France donna à entendre au Duc de Leeds, que le Roi son maître ne pourroit pas voir une escadre dans la Baltique avec indifférence.—Cette ouverture a suffi, car on n'a plus entendu parler de cet armement depuis.

Les lettres de Nantes et de Bordeaux portent qu'il est arrivé dans ces ports beaucoup de bœuf salé, de Boston et de plusieurs autres ports des E. U. et que malgré son infériorité au Bœuf d'Irlande, il se vendoit rapidement, le prix en étant ordinairement de 15 à 20 p. C. au dessous de celui qu'on importe d'Irlande.

Le nouveau Roi d'Espagne est d'un caractère grave et réfléchi, il est très-reservé, parle peu, si ce n'est au Marquis *Florida Blanca*, son ministre actuel, en qui il a beaucoup de confiance.

Extrait d'une lettre de Paris.

Les états sont encore partagés. Les moyens conciliatoires, proposés par quelques-uns des patriotes de la Noblesse, n'ont eu d'autre effet que celui de les faire detester du reste de l'ordre. Tout est encore dans l'obscurité ; tout ce que l'on suppose, c'est que si les deux ordres persistent à se refuser aux propositions du Tiers-Etat, les patriotes de ces ordres joindront le Tiers-Etat, et procéderont ainsi aux affaires nationales, en commun, dans la même chambre.—Il y a près de deux tiers du Clergé et un de la Noblesse, qui sont de ce sentiment. Alors on croit que le reste des deux ordres supplieroient le Roi de rompre l'as-

semblée, et d'en convoquer une autre.—On a encore fait la motion qu'il n'y auroit aucune question de décidée le même jour qu'elle aura été débattue ; mais que la motion seroit imprimée, et que les membres auroient 24 heures avant de donner leurs suffrages.

Il seroit dangereux que les E. G. votassent par ordre.

“ Vingt-cinq millions d'hommes sont en mouvement pour opérer de grands changements dans la constitution de l'Empire, & mille députés seront chargés de ce travail important.”

“ Croit-on que 126 votans pourroient avoir le droit & la force d'annuler les délibérations de 874 ? ”

“ C'est ce qui peut arriver, si l'on délibère par ordre, dans l'assemblée des Etats-Généraux de la France ; car il est possible que cinq cens représentans du tiers-état, deux cens cinquante députés d'un autre ordre, 124 du troisième soient du même avis, & que, cependant, il ne passe pas par l'opposition d'une majorité de cent vingt-six voix. Ce nombre prévalant dans un des trois ordres sur 124 voix, seroit une majorité de deux voix, & suffiroit pour renverser les dispositions des deux autres ordres, en s'opposant à leur volonté, comme à la volonté de cent vingt-quatre de ses propres membres.”

Les Etats-Généraux continuent leurs séances tout les jours ; mais ils ne sont encore point entrés en aucune matière nationale. Ils ne se regardent pas encore légalement constitués, aucun des trois ordres n'ayant encore vérifié ses pouvoirs. Ce retard est occasionné par le refus qu'ont fait le Clergé et la Noblesse de siéger dans la même chambre, avec le Tiers-Etat ; et ce dernier a arrêté de ne point entrer en matières publiques, avant d'avoir fait tous ses efforts pour les obli-

Jeudi au soir, 28 Mai.

ger à les joindre.—Il a été nommé plusieurs comités pour les amener à une réconciliation ; mais ils ont tous été infructueux. Il est vrai que le Clergé n'est pas fort obstiné, les deux tiers de cet ordre sont en faveur de la classe inférieure ; mais la Noblesse est plus ferme, et elle s'oppose vivement à tout ce qui pourroit porter atteinte à ses droits, ou à tout ce qui pourroit avoir l'air de soumission envers le peuple.

. Elle n'a point renoncé, comme il a été annoncé à ses privilèges pécuniaires, ce qui a donné lieu à ces rapports, c'est que dans la *chaleur patriotique* plusieurs membres en sont convenus verbalement ; mais il n'y a jamais eu de renonciation formelle, on n'a encore vu que l'aurore de ce beau jour, qui en s'éclipsant nous a replongés dans une nuit bien plus obscure. On en pourra juger par le discours suivant, d'un membre de la Noblesse.

“ Toutes les mesures conciliatoires sont donc finies. Les projets du Tiers-Etat, annoncés depuis l'ouverture des sessions, se découvrent enfin. Il est temps que la Noblesse, ferme dans ses délibérations, les révèle avec toute l'énergie possible. La démarche prise hier par le Tiers-Etat, contre le Clergé, est une attaque directe contre la constitution ; c'est à nous de le décider. Le temps des explications est arrivé. Chacun de nous doit déclarer, de la manière la plus explicite, non pas son opinion ; mais celle de ses constituans, sur ces délibérations, soit en général ou l'un après l'autre ; il n'est plus temps de retarder. Je vous supplie de délibérer sur le champ, sur cette grande et importante question, et de dépêcher au Clergé les suffrages que vous allez donner à ce sujet. Vous êtes sans doute déjà décidés—j'aurai donc l'honneur de vous proposer le protest suivant.”

“ L'ordre de la Noblesse, considérant que dans ce temps de trouble et de fermentation, lorsque l'on attende à la ruine de l'ancien gouvernement de ses ancêtres, il est de son devoir de s'attacher à la constitution, et de donner un exemple de fermeté après en avoir donné un d'indépendance, déclare qu'elle considère les débats par leurs degrés et le pouvoir de prévenir ce qu'ils proposent comme d'institution monarchique ; et elle s'engage à défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang et la couronne et la liberté.”

J'ai été informé que les difficultés que l'on a suscitées, concernant les pouvoirs dont les membres des Etats-Generaux doivent être revêtus, subsistent encore, malgré les soins qu'ont pris les commissaires choisis par les trois états, pour trouver les moyens de les faire disparaître. Je ne puis voir sans regret et sans beaucoup d'inquiétude, l'assemblée nationale, que j'ai assemblée pour concourir avec moi aux nouveaux réglemens du Royaume, tombée dans une inaction qui, si elle continuoit, feroit disparaître incessamment toutes les espérances que j'ai formées pour le bonheur de mon peuple, et l'avantage de l'état. Sous ces circonstances, je desire que les commissaires, qui ont déjà été choisis par les trois ordres, reprennent leur conférence demain à six heures du soir, à ce sujet, en présence de ma garde de session et de mes commissaires, que je joindrai à eux, afin que je puisse être plus particulièrement instruit des propositions qui seront faites pour l'accord, et pour contribuer directement à un état d'harmonie si pressant et si désirable.— Je charge la personne qui exercera le poste de Président de vous faire connoître mes sentimens, à l'assemblée.

. On croit que la Noblesse et le Clergé se conformeront à ces ordres ; mais les communes n'ont encore rien décidé.

De Paris, le 19 Mai.

On s'occupe beaucoup du voyage rapide que le Prince de Nassau Siegen fait actuellement dans plusieurs cours de l'Europe. Les politiques supposent qu'il est chargé de négociations secrètes de la part de la cour de Pétersbourg. On a dit dans quelques papiers publics que la cour de Madrid avoit offert sa méditation à la Porte, mais ce bruit exagéré n'avoit d'autre fondement que le désir manifesté du feu Roi d'Espagne de voir terminer par une négociation amicale la guerre actuelle de Turquie.

Les nouvelles qu'on reçoit journellement de nos provinces & des assemblées de bailliage, qui sont presque toutes en activité, portent, que les renonciations solennelles que font partout les deux premiers ordres aux exemptions pécuniaires de l'impôt rapprochent les esprits, & que, quoique les trois ordres aient tra-

vaillé séparément, ils se sont rapprochés toutes les fois que l'intérêt commun l'a exigé.

Les droits respectifs du prévôt des marchands pour la convocation de la ville & vicomté de Paris ont fait la matière de plusieurs écrits qui ont été soumis à l'examen de la commission du conseil. Ce travail a exigé de l'application & du tems. On assure qu'il est terminé, & on s'attend d'un moment à l'autre à voir la proclamation pour l'assemblée des trois ordres.

On attend d'un moment à l'autre un nouveau règlement sur la liberté de la presse. Il paroît que les imprimeurs seront personnellement garans des écrits qu'ils publieront, & des auteurs qui les leur auront remis. Le nombre incroyable de pamphlets reprenables qui ont paru depuis quelques mois semble au moins nécessiter une loi provisionnelle sur cet article si important de la liberté générale, en attendant que les Etats-Généraux prononcent définitivement. Une loi de Henri II. avoit obligé autrefois tous les écrivains à signer leurs ouvrages. Cette loi n'a pas suffi, sans doute, puisque les Etats-Généraux ont demandé depuis qu'il fût établi des censeurs.

Les écrits, condamnés au feu dans la dernière assemblée des chambres du parlement, où il n'y avoit que deux pairs, sont le *Catéchisme des Parlemens*, l'*Avis aux Parisiens*, la *Lettre de M. de Volney*, la *Sentinelles du Peuple*, divers écrits inflammatoires répandus en Bretagne, &c. &c.

La liberté de la presse présente une grande question. Il n'est pas douteux qu'elle ne produise un bien infini, mais tout le mal qu'elle peut causer doit être prévu, avant de la rendre illimitée ; & chaque cas particulier, qui peut occasionner des abus, doit être soigneusement surveillé. Il en est quelques-uns où il n'y auroit pas de punition ou de dédommagemens équivalens au mal qu'auroit produit la publication d'un ouvrage dangereux. En Angleterre où la liberté de la presse est poussée plus loin que dans aucun autre pays du monde, le chancelier peut ordonner l'enlèvement d'un manuscrit sur la déclaration assermentée du lieu où l'ouvrage s'imprime, & donner une injonction à l'imprimeur, s'il est connu, de ne pas procéder à l'impression de l'ouvrage dénommé dans la déclaration.

De Versailles, le 14 Mai.

Le baron de Taintot, officier de dragons, & le sieur Guillon d'Assas, avocat au parlement, ont eu l'honneur

de présenter à L. M. & à la Famille-Royale, un ouvrage de leur composition, intitulé : *Plans de régénération, ou Moyens de rendre à la France toute son énergie, de procurer à l'Etat & au Trône une nouvelle splendeur, & d'assurer le bonheur individuel de chacun des sujets.*

* * * Tous les articles ci-dessus nous sont parvenus par la voie de l'Angleterre ; et les amis de la France s'en douteront bien en les lisant. Il est aisé conclure, quoiqu'en dise cette nation rivale, que la situation de la France ne peut, d'après les circonstances présentes, qu'offrir les plus belles espérances pour ceux qui cherchent le bonheur des états dans une constitution solide. Si elle a lieu — (et les gazetiers Anglois ne pourront jamais l'empêcher,) ce sera par des moyens pacifiques ; parce que d'une part on a des preuves frappantes de l'amour du Roi pour son peuple, et que de l'autre, la multitude de gens éclairés qui existent en France fera préférer les moyens pacifiques.

Dans ce concours d'événemens, les Etats-Unis doivent s'attendre à une augmentation considérable de leur commerce avec la France. — Sous une meilleure constitution, les entraves qui gênent ce commerce disparaîtront. Les marchands François acquerront plus de patriotisme, plus de lumières ; les Américains les connoîtront mieux, ils ne craindront plus de se livrer aux avantages que leur promet le commerce d'une nation à la quelle ils ont dû de tout temps être unis ; et de la quelle, il n'a pas fallu moins que la politique mesquine des Anglois, pour les séparer.

Ce sera alors qu'il sera vrai que la constitution de la France sera préférable à celle de l'Angleterre ; car ses administrations provinciales, populairement organisées et correspondantes avec les Etats-Généraux, seront bien éloignées de cette corruption qui infecte le parlement d'Angleterre.

INDEX OCCIDENTALES.

Extrait d'une lettre de Kingston, du 2 Janvier.

“ Il n'y a point de doute qu'il n'ait existé des esclaves dans tous les siècles, & l'on n'a pas trouvé que les Africains fussent un peuple libre chez eux. On leur sauve la vie en les achetant, & ils engendrent les plus beaux enfans du monde ici. Il est évident que la traite des nègres a soustrait des milliers de victimes, condamnées à la mort par les tyrans de l'Afrique, & que l'on a tiré de ces malheureux proscrits des générations entières, &c.”

“ D'après ces remarques & les informations que j'ai prises, je conclus, dit l'auteur de cette lettre, que, si l'Angleterre veut sacrifier dix-huit mille de ses sujets, elle n'a qu'à admettre le bill du parlement pour l'abolition de l'esclavage, la perte de l'île doit inévitablement s'en suivre. Alors les François, les Hollandois & les autres puissances Européennes, se partageront la traite d'Afrique & riront de la folie des Anglois. Les François (ajoute cet écrivain de mauvaise humeur) ne manqueront pas de fomenter la révolte parmi nos nègres.”

ETATS-UNIS DE L'AMERIQUE.

De Charleston, le 9 Juillet.

La lettre (*dont copie suit*) fut écrite par M. Gillevray à M. Galphin, et elle lui fut remise par les commissaires qui se trouvèrent au Rock-Landing, lieu du rendez-vous, pour le traité.

Monsieur,

Sitôt la présente reçue, vous êtes prié par les chefs de procéder au lieu proposé sur la rivière Oconée, où, trouvant les commissaires, vous devrez les informer que les chefs ont résolu de remettre l'assemblée pour le présent, pour la raison suivante : quand le parler d'invitation arriva ici, tout le corps des guerriers étoit armé en conséquence de la lettre des commissaires de l'hiver passé. — Ils étoient prêts alors à entrer en campagne ; et les chefs, toujours disposés à écouter de justes conditions de paix, convinrent de se trouver au rendez-vous, pour traiter selon leurs desirs ; mais quelques partis qui étoient sortis plutôt que les autres, ne purent pas être arrêtés, et comme ils revinrent peu de jours avant le temps fixé, pour que les chefs se rendent au Rock-Landing, et ayant fait des ravages en tuant plusieurs personnes, le corps du peuple empêcha les chefs de procéder à l'Oconée, de crainte qu'ils ne fussent insultés par les habitants de ce pays, *Les Chikisaws*. Voulant traiter, quand les esprits seront plus calmes, les chefs ont remis cette assemblée à quelques mois. En attendant, ils desireroient avoir une réponse des Commissaires, qui leur apprenne où se doit tenir cette assemblée pour le traité, car ils craignent qu'on ne leur fasse des demandes qu'ils ne puissent pas accorder ; ils ne souhaitent pas se trouver avec les commissaires, pour quereller, mais plutôt pour traiter de paix, sous des

conditions qui puissent la rendre durable. Je suis, en vous souhaitant un bon voyage, &c.

Alexandre Gillevray.

Assurez les Commissaires, que les chefs auront tous les soins nécessaires, pour que tout soit tranquille, et qu'ils peuvent compter là-dessus.

De Philadelphie, le 3 Aout.

Nous apprenons qu'il se forme parmi les commerçants de cette ville, une association, à l'effet de prévenir toute espèce de contrebande, dans toutes les parties de cet état.

Un bâtiment, arrivé dernièrement dans ce port du Détroit, nous apprend la mort de *Pillustre et magnanime PAUL JONES*. Les avis portent qu'il fut tué par un officier Anglois, jaloux de la gloire que lui avoit méritée ses talents et ses vertus, à la cour de Russie. *Méchant Anglois !*

L'homme le plus âgé ne se ressouvient pas d'avoir vu une moisson aussi abondante, que celle que promet la saison présente. Les grains de toute espèce n'ont point été endommagés, par la nielle, comme presque toutes les autres années.

De New-York, le 13 Aout.

La Banque Nationale que l'on parle d'établir dans ce moment, est un objet, dont l'importance et la nécessité arrêtent l'attention des patriotes-marchands, un tel établissement donneroit de nouveaux ressorts au commerce, dans tous les états, en faisant circuler une quantité de numéraire suffisante aux opérations journalières du commerce et de l'agriculture, et en mettant, et le Congrès et les états individus, à portée de rassembler de quoi payer une partie des leurs dettes.

Un tel établissement ouvreroit bien des coffres-forts ; qui récelent depuis long-temps de grosses sommes, par la crainte qu'en leur faisant voir le jour, elles ne fussent converties en papier-monoie.

Enfin ce plan contribueroit à affermir le nouveau gouvernement, en écartant les jalousies fondées sur ce que quelques états *entassent* plus d'argent que les autres, en payant au fisc moins que leur proportion ; car la circulation des billets de la banque nationale étant sans limite dans tous les états, ce seroit à qui se surpasseroit en industrie, pour ajouter aux fonds qui auroient fait naître cette banque.

La confiance qu'a déjà fait naître le nouveau gouvernement promet d'exciter une rivalité parmi les hommes à argent, (*monied men*) concernant les conditions

des emprunts qui seront faits par l'union. Si cela arrive, et il doit arriver, à moins que l'on ne suppose que les hommes ne soient aveugles sur leur propre intérêt, il y a tout lieu d'espérer la même concurrence parmi les diverses banques des Etats-Unis.

Il est un fait, quelque mortifiant qu'il soit, que le secrétaire du Lord Dorchester a annoncé des terres à donner dans les états souverains de l'Amérique, près des postes de l'ouest, à ceux des *loyalistes* qui voudront aller s'y établir—ces terres se donnent en morceaux de 200 acres.

Continuation des Travaux du Congrès.

Chambre des Représentans.

Séance du 24 Juillet.

Le comité préposé pour examiner le bill qui ordonne la liquidation des comptes entre les E. U. et les états individus, rapporta un amendement qui autorise le P. en cas de vacance dans le conseil des commissaires des comptes, établi par l'ancien Congrès, à nommer des officiers pour remplir ces vacances, de l'avis et avec l'approbation du conseil. Ce bill autorise aussi le conseil à nommer un commis principal, et d'autres commis, selon que les occupations le demanderont.—Ces corrections furent accueillies après quelques débats.

La Chambre s'étant formée en comité, on lut le bill des appointements du P. et du V. P.—Il fut voté que la clause qui accorde au V. P. les appointements du P. quand il en fera les fonctions, fût rayée.

Ensuite on s'occupa du relevé des subides à accorder pour l'année 1789.—Il fut nommé un comité, composé de 11 membres ; après quoi la Chambre s'ajourna.

Séance du Lundi, 27 Juillet.

On lut le bill pour régler les comptes, entre les créanciers et les débiteurs des Etats-Unis.—Il fut alloué au premier secrétaire du conseil de commissaires, 600 dol. et aux autres 400.

La Chambre assemblée en comité, suivant l'ordre du jour.—M. Boudinot, orateur.—A la motion de M. Sedgwick, les arrêtés suivans passerent. " Que ce comité est d'avis qu'il doit être nommé un comité choisi pour rédiger un bill à l'effet de pourvoir, sans établir un nouveau département, à la sûre garde des actes enregistrés, et du grand sceau des E. U. ; à la publication, conservation et authenticité des actes du

Congrès, à l'établissement des honoraires ; et à la prescription des formules de commissions." Ces arrêtés furent joints au rapport, et il fut nommé un comité conséquemment à ces arrêtés. Après quoi le comité s'ajourna.

Séance du Mardi, 28 Juillet.

M. Vining, du comité des amendements, fit son rapport, qui fut lu et mis sur la table.

M. Gerry demanda qu'il en fût imprimé 100 exemplaires.

Séance du Mercredi 29.—La Chambre, formée en comité-général, s'occupa du bill pour l'enregistrement des navires. On y fit plusieurs corrections et additions, mais la discussion n'en étoit pas encore finie quand le comité s'ajourna.

M. Fitzsimons demanda qu'il fût permis de présenter un bill, pour la suspension des opérations du bill de tonage ; mais cette motion fut rejetée.

Séance du Jeudi.—Le comité du tonage rapporta le bill, qu'il avoit trouvé correct. M. Livermore présenta un arrêté, dont la teneur est que chaque membre reçoive, aux dépens du public, deux gazettes de cette ville.—Cet arrêté fut mis sur la table.

M. Otis, Secrétaire du Sénat, annonça que ce corps honorable avoit approuvé le bill pour régler les comptes des particuliers avec les E. U. sans corrections.

Ensuite la Chambre s'occupa du rapport du comité pour l'enregistrement des navires.—On accéda à plusieurs des corrections, et d'autres furent rejetées. Le bill n'étoit pas fini quand ce comité ajourna.

Séance du Vendredi, 30 Juillet.

M. Scott, du comité nommé pour établir un bureau territorial, rapporta un bill, qui fut lu et mis sur la table.

M. White, du comité nommé pour examiner les mesures prises par le Congrès et l'état de Virginie, concernant les terres qui avoient été réservées pour les officiers et soldats dudit état, fit son rapport, qui fut lu et mis sur la table.

Alors la Chambre procéda à l'examen des amendemens agréés sur l'enregistrement des navires, &c.

Il fut reçu un message du Sénat, annonçant qu'il avoit concouru à un bill, portant création du département de la trésorerie, avec des amendemens—et qu'il avoit nommé M. Wingate, Sénateur, pour examiner, de concert avec l'honorable Chambre, les bills enregistrés, &c.

Séance du Lundi, 3 Aout.

Le bill débattu pour le réglemeut du cabotage, &c. fut lu, et il fut voté qu'il fut examiné le jour suivant. On lut le bill pour établir un bureau territorial, &c. et l'on en fit l'ordre du Jeudi prochain.

Le bill présenté par M. Sedgwick pour pourvoir à la sûre garde des actes, papiers, sceau, &c. des E. U. fut lu, et fait l'ordre du jour, Vendredi prochain.

Il fut ordonné que l'on imprimât 100 exemplaires de chacun de ces bills.

A la motion de M. Madison, le rapport du comité des amendemens fut fait l'ordre du jour de Mercredi en huit.

M. Benson présenta une résolution, à l'effet de nommer un comité, qui joignît le Sénat, pour examiner et rapporter quand il fera convenable au Congrès de s'ajourner, et de rapporter quels sont les objets sous les yeux du Congrès, qui doivent arrêter l'attention de la législature avant sa séparation, et enfin ce qu'il conviendra de différer à la prochaine session. Cette résolution fut mise sur la table.

Le bill pour l'établissement des signaux, bouées, signaux, môles, &c. tel qu'il avoit été envoyé par le sénat, fut alors pris en considération, et les différentes corrections furent reçues de la Chambre.

Le bill accordant des appointements au Président et au Vice-Président des E. U. fut pris en connoissance ; à la motion de M. Smith (Car. Mer.) il y fut ajouté une clause qui autorise le Président à servir des meubles et autres effets, appartenans aux E. U. et qui sont actuellement en sa possession.—Le bill fut passé pour être débattu une troisième fois, et la Chambre s'ajourna.

Séance du Mardi, 4 Aout.

M. Heister présenta une pétition des habitans du comté de Cumberland, (Pennsylvanie) suppliant que les sessions des cours fédératives ne soient pas circonscrites à la ville de Philadelphie. Cette pétition fut mise sur la table.

Le bill des appointements du Président et du Vice-Président fut lu pour la troisième fois, et passé pour être statué.

M. Huntington présenta un mémoire de Christophe Collins, exposant qu'il avoit inventé un *grand promeneur* (*perambulator*) sur des principes plus simples qu'aucun de ceux qui ont encore paru ; et suppliant qu'il lui soit accordé un droit exclusif.

M. Burke, du comité des appointements, rapporta un bill qui règle les appointements des membres des deux Chambres, comme il suit ; chaque Représentant et chaque Sénateur, 6 dol. par jour ; l'Orateur de la Chambre, 12 dol. par jour ; le Secrétaire du Sénat et le Greffier de la Chambre des Représentans, 1500 dollars par an. et deux dol. par jour, à chacun, pendant la session—un premier Clerc à chacun, à 3 dol. par jour ; et un autre Clerc à chacun, pour faire les grosses, à deux dol. par jour, durant la session.

Les Portiers des deux Chambres, 730 dollars par an—Assistans Portiers, 1 dollar et 50 sols par jour, durant la session.—Ce bill fut mis sur la table.

Ensuite on s'occupa de l'arrêté présenté le jour précédent par M. Benson, et après quelques débats, il fut nommé un comité pour remplir l'objet de cette résolution. MM. Carrol, Heister et Wadsworth furent nommés.

Alors la Chambre reprit l'examen des corrections du bill trésorier, proposées par le Sénat, dont la décision avoit été remise le jour précédent. Ils éleva des débats très-longs à ce sujet ; ces débats roulèrent principalement sur le pouvoir conféré au Président de demettre les officiers à son plaisir.—Enfin les corrections ne furent point reçues. La Chambre s'ajourna.

Séance du Mercredi, 5 Aout. Il fut reçu un message du Sénat, annonçant à la Chambre honorable, qu'il avoit concouru aux amendemens des bills, pour l'établissement du département de la guerre, et pour celui du gouvernement des territoires de la partie de l'ouest.

Ces deux bills passeront avec les amendemens qu'ils requèrent du Sénat, pour être passés en loi.

Reflexions sur le relevé des subfides pour le gouvernement des Etats-Unis pour l'année 1789.

D'après un examen du rapport du comité, il paroît que les demandes annuelles, tant pour la liste des dépenses civiles, que pour les payemens dûs sur les emprunts étrangers, et les intérêts de la dette étrangère et domestique, sont de 3,207,096 21 90èmes

Déduction faite des payemens	}	490,962 89 90
et des primes d'emprunt		

Il reste 2,716,133 24 90

Ce qui est le total des contributions annuelles pour le support du gouvernement—car il est à observer que

tout ce qui est payé sur la dette étrangère n'est point du gouvernement des Etats-Unis.

Quant aux arrérages, que le comité observe, et qui forment la balance de la somme totale, on ne doit pas les considérer comme subsides annuels, puisqu'ils tendent à payer une dette qui, quand elle sera payée, ne demandera plus de subsides.

Tant s'en faut que les citoyens des E. U. aient lieu d'être inquiets par une telle représentation de leurs affaires, elle leur fait voir la perspective la plus favorable : les réquisitions ne monteront pas à un dollar par tête, estimant la population de l'Amérique à 3 millions. Cette taxe annuelle est bien médiocre, quand on la regarde comme le prix de la paix, de la liberté, et de l'indépendance. Enfin, elle le doit être bien plus dans un pays où l'on paye 3 chélins (environ 55 sols) la journée d'un manœuvre. Ce n'est pas un quatrième de ce qu'il nous auroit fallu payer, si nous eussions été obligés de contribuer notre part de la dette nationale de la G. B. si nous eussions continué sous le joug de cette nation hautaine et exigeante.

Mais qu'il nous soit permis d'examiner quelle est la situation relative des autres pays.

La Grande-Bretagne, sous les opérations d'un gouvernement qui donne la plus grande attention à l'Agriculture, au commerce et aux manufactures, fleurit, malgré le poids d'une dette publique ; qui l'accable, qui demande des subsides de 16 millions de livres sterling, pour en satisfaire l'intérêt et subvenir à ses autres frais.

Mais ces taxes ne grèvent pas le peuple—il peut avec aisance les supporter ; elles ne l'ont pas empêché de payer en deux ans, deux millions du capital de la dette nationale.

Supposant le nombre des habitans de l'Angleterre à 8 millions, chaque individu a à payer 40 chelings sterling (48 liv.) annuellement. Combien est agréable la considération qui naît de cette comparaison des deux pays ! Mais ce qui est encore plus consolant pour les Américains, c'est que l'Angleterre est sur le déclin, et que l'Amérique offre un champ sans limites à la population, et que la population soulagera du fardeau de la dette en le partageant.

De BOSTON, le 20 Aout.

Un bâtiment, arrivé à New-York ces jours passés, dit qu'il a vu la division commandée par M. De Pon-

devèze, que l'on attendoit à Boston, dans la Baie de Chesapeake.

Les officiers préposés à la perception des impôts ont déjà commencé leurs fonctions dans ce district, et il semble que le vœu général soit que l'on mette tout en usage pour empêcher la fraude.—Il se fait de tous côtés, parmi les marchands, des associations patriotiques, pour ôter aux contrebandiers les moyens que leur présente la vaste étendue des côtes. En général il semble déjà que la contrebande soit une espèce de flétrissure parmi les citoyens.

On a trouvé ces jours passés le corps du Marquis de Montalembert, dans le bois de Boulogne, percé d'un coup d'épée. On ignore encore le nom de son antagoniste.

Le malle de Mardi n'a point apporté de papiers de New-York—Il est dû aujourd'hui deux ordinaires de cette partie.

. Voici encore un article sur les Etats-Généraux, qui a paru dans les feuilles Angloises, et que nous ne pouvons pas formellement contredire, faute d'avis plus récents. Nous nous sommes engagés à publier tout ce qui nous tombera sous la main, qui concerne cette assemblée, en attendant que nous puissions leur faire face, mais il faut auparavant que nous ayons reçu les travaux des E. G. Voilà le seul moyen que nous laissent la distance des lieux et le retard des paquebots, pour exposer les *menées* des *agioteurs* et des gazetiers Anglois.—Voici l'article, il est du 26 Mai.

La motion faite aujourd'hui par M. De Mirabeau, dans la Chambre des Communes, que l'on cesse toutes les conférences conciliatoires avec les deux premiers ordres, pour s'adresser directement à ceux des membres de ces ordres que l'on fait être disposés en faveur du tiers-état, et les inviter à se joindre à l'assemblée des Communes, et procéder à la discussion des affaires nationales, doit produire de longs débats. Si cela avoit lieu, il faudroit bien que le reste des deux autres ordres la joignît aussi, à moins qu'il ne pût obtenir la dissolution de l'assemblée.

☞ Il a été omis dans le No. 16 de ce Courier, un article des plus importants.—Au bill du tonage, ajoutez à la fin du premier paragraphe, " Sur tous les bâtimens construits à l'avenir, dans les Etats-Unis, appartenans tout entiers, ou en partie à des sujets de puissances étrangères, 30 sols par tonneau, et sur tous les autres bâtimens, 50 sols par tonneau."

Du 9 Aout.

Message, envoyé par le Président des Etats-Unis à la Chambre des Représentans, Vendredi dernier.

Messieurs de la Chambre des Représentans,

Les affaires qui ont jusqu'ici occupé le Congrès sont si importantes que je n'ai pas voulu attirer son attention à aucun autre objet. Mais les disputes qui existent entre quelques-uns des Etats-Unis et plusieurs tribus puissantes d'Indiens, dans les limites de l'Union, et les hostilités qui se sont commises entre les frontières, semblent demander l'interposition immédiate du gouvernement général.

En conséquence, j'ai ordonné au Gén. Knox de vous mettre sous les yeux, pour votre information, tous les papiers et plans qui m'ont été présentés à ce sujet.

Les mesures du gouvernement, devant être calculées pour défendre ses citoyens des insultes et de toute violence, elles devroient aussi s'étendre à protéger ces tribus Indiennes, dont le bonheur, dans le cours des événemens, dépend si essentiellement de la justice nationale, et de l'humanité des Etats-Unis.

Si le Congrès étoit d'avis qu'il fût à propos de mettre fin à tous les différends des districts méridionaux, et d'y jeter les fondemens d'une confiance future, au moyen de traités de paix, avec les tribus Indiennes, je crois qu'il seroit sage de suggérer les avantages qui pourroient résulter d'une commission temporaire pour cet effet, qui consisteroit de 3 personnes, dont le pouvoir expireroit avec l'occasion qui l'auroit fait naître.

Jusqu'à quel point une pareille mesure, sans le secours de postes, pourroit suffire à l'établissement et à la conservation de la paix sur les frontières, c'est une autre point qui mérite votre considération.

A ces objets, je suis porté à vous en suggérer un autre, dont la nécessité, et l'importance m'ont fort touché, je veux dire un plan uniforme, pour la milice des Etats-Unis. Il est inutile de vous offrir des raisonnemens à l'appui d'une mesure, d'où dépendent évidemment l'honneur, le bien-être, la prospérité de notre pays.

Mais je dois peut-être vous observer, que je desirerois ardemment que cet objet soit pris en considération aussitôt que les circonstances le permettront ; parce que nous pouvons maintenant rassembler toutes les connaissances militaires, disséminées dans les divers états,

chez les différens officiers et soldats expérimentés des compagnies dernières—ressource qui diminue tous les jours par les morts et autres causes.

De laisser passer cet avantage pécunier sans en profiter, ce seroit négliger une occasion qui ne se représentera jamais, à moins que nous ne soyons encore engagés dans une guerre longue et pénible.

Signé, GEORGE WASHINGTON.

A New-York, le 7 Aout.

ARTICLES DIVERS.

Tirés des Papiers, Journaux Anglois, &c.

POST NUBILA PHOEBUS.

On trouvera dans l'adresse (dont copie suit) que l'épigraphie que nous avons mise en tête n'est pas déplacée. Cette adresse est celle des habitans de la ville de Durham. Quand elle auroit été rédigée à Biance, elle ne pourroit guères être plus boursoufflée.

« Très-gracieux & très-puissant Monarque,

« La Grande-Bretagne, la Reine des Isles, l'orgueil des nations, l'arbitre de l'Europe, & peut être du monde entier, la nourrice des arts, de la liberté & de l'indépendance, la terreur de ses ennemis, & l'effroi des tyrans, se trouve aujourd'hui délivrée de son joug, & de l'humiliation dans laquelle elle a été plongée. Elle va reprendre sa splendeur, sa puissance, son opulence & sa grandeur, par les soins d'un descendant du grand & illustre Chatham, & de ses collègues dans l'administration, sous la direction immédiate & sous les heureux & doux auspices de notre très-gracieux & bien-aimé Souverain. Nous présentons au Tout-Puissant nos humbles adorations & nos vœux reconnoissans pour son heureux rétablissement, pour la prospérité de ses jours, ainsi que pour la félicité particulière, la sûreté politique & le bien général de ses royaumes. On peut encore dire aujourd'hui que les vallées rient & chantent, & que les montagnes sautent de joie, en louant l'Eternel pour sa miséricorde infinie. »

(Signé par 930 personnes.)

*. Il n'y a pas un IMAN dans toute l'étendue de l'Empire Mahométan qui soit en état de composer une adresse qui renferme des périodes aussi constantes & aussi sonores.

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall ; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing ; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et M. John Fenno ; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey ; et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.